



JUIN  
2025

# Les *think tanks* américains sous Trump 2

## Le « blob » en péril ?



Julian BLUM

Programme  
Amériques

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-1074-3

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Façade de la Heritage Foundation, Washington, D.C., 20 juin 2025  
© Julian Blum, 2025

**Comment citer cette publication :**

Julian Blum, « Les *think tanks* américains sous Trump 2. Le “blob” en péril ? », *Potomac Papers*, n° 51, Ifri, juin 2025.

**Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

## ***Potomac Papers***

Le Programme Amériques de l'Ifri publie une collection de notes en ligne sur les États-Unis nommées *Potomac Papers*. Revues par des experts avant publication, ces notes présentent des analyses de la politique intérieure, étrangère et économique, ainsi que des évolutions sociales et des grands débats en cours aux États-Unis. Ces *policy papers* sont publiés soit en français soit en anglais avec un résumé d'une page dans les deux langues. La collection est éditée par Laurence Nardon, responsable du Programme Amériques de l'Ifri.

## **Auteur**

**Julian Blum** a été chargé de mission à l'ambassade de France aux États-Unis, où il a eu l'occasion d'étudier de près l'écosystème des *think tanks* américains. Auparavant journaliste et réalisateur de documentaires, il est notamment l'auteur de *Russie, Chine, Iran. La revanche des empires*, diffusé à une heure de grande écoute sur Arte. Il est également expert associé à l'observatoire international de la Fondation Jean Jaurès, qui a publié son mémoire sur l'histoire des politiques technologiques aux Presses universitaires de Rennes. Il est diplômé des universités d'Oxford et de Sciences Po.

# Résumé

Principalement voués aux questions de politique étrangère, les *think tanks* de Washington jouent un rôle clé de réflexion et d'expertise au service du gouvernement fédéral, auquel ils fournissent par ailleurs des cadres d'élite à l'occasion des alternances politiques. Le trumpisme vient aujourd'hui en bousculer les codes et le fonctionnement.

Cette riche industrie s'est constituée à partir des années 1910 : dans le contexte de l'ère progressiste, elle établit alors une approche technocratique du gouvernement et repose sur la philanthropie privée. Après 1945, de nouveaux centres financés par le gouvernement fédéral et les grandes entreprises d'armement accompagnent la mue du pays en superpuissance stratégique et militaire. En version non partisane ou néo-conservatrice, ils sont à peu près tous au service du consensus internationaliste libéral de l'après-guerre.

Dès les années 2010, lorsque le terme moqueur de « blob » leur est accolé par le conseiller de Barack Obama, Ben Rhodes, on leur reproche un conformisme intellectuel ayant couvert les guerres en Afghanistan et en Irak, ainsi qu'un modèle de financement qui autorise l'opacité de leurs donateurs. Ironiquement, le désengagement de l'état trumpien risque aujourd'hui d'augmenter la part de leurs financements venus de l'étranger ou d'acteurs privés poursuivant des agendas particuliers.

Têtes de pont au sein d'un vaste ensemble pro-Trump, la Heritage Foundation, le America First Policy Institute et le Claremont Institute viennent contester l'ordre établi du « blob » et défendre un programme *America First* nationaliste et conservateur. Malgré des opinions différentes sur le rôle des États-Unis dans le monde (importance de la force militaire ou position *restrainer*), sur l'importance de la menace chinoise (*priorizers*) ou sur le poids de l'alliance avec Israël face à l'Iran, ils ont en commun le rejet de l'ordre international libéral et des élites de la capitale. Ils ont fourni de nombreux responsables à l'administration Trump 2. Face à leur radicalité politique, certains *think tanks* plus anciens questionnent leur propre tradition non partisane.

La décision du président Trump de frapper l'Iran aux côtés des Israéliens à la mi-juin 2025 constitue en première analyse une preuve supplémentaire de sa volatilité et du court-termisme stratégique inhérent à son unilatéralisme. Mais les néo-conservateurs partisans des interventions militaires et du changement de régime y voient sans doute le signe de leur possible retour en grâce. Faut-il les croire ?

# Abstract

Primarily focused on foreign policy issues, Washington think tanks play a key role in providing analysis and expertise to the federal government, to which they also supply elite personnel during political transitions. Today, Trumpism is disrupting its norms and operations.

This thriving industry took shape in the 1910s during the Progressive Era, establishing a technocratic approach to governance and relying on private philanthropy. After 1945, new centers funded by the federal government and major arms manufacturers supported the country's transformation into a strategic and military superpower. Whether nonpartisan or neoconservative, most of these institutions served the postwar liberal internationalist consensus.

By the 2010s, when Obama advisor Ben Rhodes mockingly referred to them as “the blob,” these think tanks were criticized for their intellectual conformity, which had supported the wars in Afghanistan and Iraq, as well as for a funding model that allowed donor opacity. Ironically, the Trump administration's disengagement may now increase the share of their funding coming from foreign or private actors pursuing their own agendas.

At the forefront of a broad pro-Trump network, the Heritage Foundation, the America First Policy Institute (AFPI), and the Claremont Institute challenge the established order of the “blob” and advocate for a nationalist and conservative *America First* agenda. Despite differing views on the U.S. role in the world (from “Peace through strength” to “restrainers”), the criticality of the Chinese threat (“prioritizers”), or the importance of the alliance with Israel against Iran, they share a rejection of the liberal international order and of Washington elites. They supplied many officials for the Trump 2 administration. In response to their political radicalism, some older think tanks are now questioning their own tradition of nonpartisanship.

President Trump's decision to strike Iran alongside the Israelis in mid-June 2025 can initially be seen as further evidence of his volatility and the strategic short-termism linked to his unilateralism. Yet, to neoconservatives who support military interventions and regime change, this move may signal their potential return to favor. Should we believe them?

# Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| <b>INTRODUCTION .....</b>  | <b>6</b>  |
| <b>LES <i>THINK TANKS</i> DU « BLOB », GARDIENS DU CONSENSUS<br/>INTERNATIONALISTE BIPARTISAN SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ...</b> | <b>8</b>  |
| La raison d'être historique des <i>think tanks</i> américains.....   | 8         |
| La période Obama-Trump-Biden : le « blob » fait de la résistance....   | 10        |
| <b>L'EFFET <i>AMERICA FIRST</i> OU LA CONSÉCRATION D'UN ÉCOSYSTÈME<br/>ALTERNATIF.....</b>                                       | <b>13</b> |
| L'émergence de l'écosystème <i>America First</i> .....   | 13        |
| Un pari gagnant : l'écosystème alternatif au cœur de l'appareil<br>étatique .....  | 15        |
| La montée en puissance d'une mouvance <i>restrainer</i> bipartisane .....  | 18        |
| <b>LE MODÈLE DU <i>THINK TANK</i> NON PARTISAN À BOUT DE SOUFFLE.....</b>  | <b>21</b> |
| Les <i>think tanks</i> établis ciblés par l'administration Trump .....   | 21        |
| Le modèle du <i>think tank</i> non partisan pris au piège .....  | 22        |
| Des institutions de plus en plus au service du mécénat politique.....  | 24        |
| <b>CONCLUSION .....</b>  | <b>26</b> |
| <b>ANNEXE : LES PRINCIPAUX <i>THINK TANKS</i> ET CHERCHEURS CITÉS ....</b>   | <b>28</b> |

# Introduction

En 2010, le politiste américain Peter W. Singer pouvait encore se satisfaire du prestige des grands *think tanks* de Washington, alors au sommet de leur influence<sup>1</sup>. Dans un article qui faisait jusqu'à récemment référence dans le milieu stratégique de la capitale américaine, il célèbre le rôle central de ces augustes institutions dans la fabrique des politiques publiques, citant – entre autres – la Brookings Institution, le Carnegie Endowment, le Peterson Institute, le Center for Strategic and International Studies (CSIS), le Hudson Institute ou la RAND (cf. liste en annexe). Situés, pour une grande partie d'entre eux, sur la Massachusetts Avenue – aussi appelée *think tank row* –, ils affichent encore fièrement, par cette proximité géographique avec la Maison-Blanche, leur centralité dans la sociologie politique de la capitale. Témoins de leur importance historique et du rôle très singulier qu'ils jouent dans le paysage politique américain, leurs budgets à huit ou neuf chiffres font depuis toujours pâlir d'envie leurs équivalents européens et leur permettent de faire vivre des milliers de chercheurs<sup>2</sup>.

La puissance des *think tanks* peut être attribuée aux deux fonctions qu'ils occupent dans le système washingtonien, et que décrit Singer dans son article. Ils sont d'abord comme des « chaînes de bicyclette reliant les mondes de la politique et de la recherche ». Étant parvenus à se positionner comme des sous-traitants de l'expertise au service de l'État, les *think tanks* doivent, dans l'idéal, appliquer une rigueur académique « non partisane » et sa profondeur d'analyse aux questions d'intérêt général. Ils éclairent donc les puissants par des publications et à l'occasion de briefings de haut niveau, bénéficiant dans certains cas de contrats pluriannuels avec les agences fédérales. Ensuite, les *think tanks* doivent « servir de réseau de recrutement et d'incubateur pour le gouvernement », fournissant des centaines de cadres compétents aux administrations successives. Les instituts de recherche doivent ce rôle de pourvoyeur de personnel pour les administrations à la tradition du *spoils system*, propre au système américain, qui voit au moins 4 000 individus quitter et entrer dans l'administration à chaque alternance. Pour les *think tanks* traitant de politique étrangère comme le CSIS, la Brookings, le Hudson, la RAND ou le Council on Foreign Relations (CFR), cette proximité en fait également des interlocuteurs clés pour les gouvernements étrangers, qui les voient comme une courroie vers

---

1. P. W. Singer, « Washington's Think Tanks: Factories to Call Our Own », Brookings Institution, 13 août 2010.

2. Le budget de la Brookings, par exemple, tourne autour des 90 millions de dollars par an. La RAND, elle, bénéficie de plusieurs centaines de millions de dollars de contrats avec le gouvernement ou le secteur privé.

l'administration américaine. À ce titre, ils officient souvent comme des forums de diplomatie parallèle dans le contexte de crises<sup>3</sup>.

Néanmoins, les sociologues de l'expertise qui ont analysé ces centres de réflexion insistent depuis de nombreuses années sur la tension fondamentale entre ces deux objectifs d'informer et d'influencer au cœur de la mission des *think tanks*<sup>4</sup>. Aux États-Unis, en effet, leur statut juridique d'organisation à but non lucratif 501c(3) n'exige aucune transparence sur leurs sources de financement : celui-ci leur permet donc, paradoxalement et malgré leur vocation noble, d'être des vecteurs d'influence bien plus opaques que des lobbys, très encadrés par la loi<sup>5</sup>. Cela a pu nourrir des soupçons d'utilisation des *think tanks* par des intérêts privés ou étrangers pour influencer la politique américaine, ternissant la réputation de ces institutions aux yeux du public. Depuis deux décennies, le nombre d'instituts de recherche spécialisés en thématiques ou agissant davantage comme des vitrines pour des causes particulières (environnement, justice sociale, réduction des dépenses de l'État, etc.) a d'ailleurs augmenté de manière très importante. Résultat, il existe aujourd'hui plus de 1 800 *think tanks* aux États-Unis, dont beaucoup ressemblent très peu aux organismes cités en modèle par Peter Singer<sup>6</sup>.

Si l'expertise en matière de politique étrangère et de défense semblait jusqu'à récemment échapper à ces tendances de fragmentation et de politisation, celle-ci connaît actuellement une crise inédite avec l'avènement d'une seconde administration Trump. En tant que piliers de l'*establishment* washingtonien, les *think tanks* traitant de politique étrangère n'échappent pas à l'assaut auquel se livre le mouvement MAGA (*Make America Great Again*) contre toutes les institutions qu'il assimile au *Deep State*. Les grands *think tanks* non partisans du milieu stratégique, qui influencent la prise de décision depuis des décennies, voient leur raison d'être profondément remise en cause par deux transformations actuelles : l'impossibilité croissante d'assurer une expertise technocratique « neutre » du fait de la politisation qui affecte les sujets de politique étrangère et de défense ; et l'érosion du consensus internationaliste dont ils ont longtemps été les garants.

Ainsi, plus qu'une disparition des *think tanks*, il faut sans doute anticiper une transformation importante du milieu stratégique de Washington, avec l'émergence de nouveaux acteurs qui menacent d'éclipser les anciens et la fragmentation d'un champ auparavant cohérent.

---

3. R. N. Haass, « Think Tanks and U.S. Foreign Policy: A Policymaker's Perspective », *U.S. Foreign Policy Agenda*, vol. 7, n° 3, novembre 2002.

4. Voir, notamment, l'ouvrage de référence de T. Medvetz, *Think Tanks in America*, Chicago, The University of Chicago Press, 2012. Voir aussi : D. Abelson et C. Rastrick (dir.), *Handbook on Think Tanks in Public Policy*, Cheltenham, Edward Elgar, 2023.

5. D. Drezner, *The Ideas Industry: How Pessimists, Partisans, and Plutocrats Are Transforming the Marketplace of Ideas*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

6. Ces chiffres datent de 2020. L'université de Penn se chargeait jusqu'à récemment de recenser les *think tanks*, mais l'Institut Lauder a interrompu cette recherche.

# **Les *think tanks* du « blob », gardiens du consensus internationaliste bipartisan sur la politique étrangère**

## **La raison d'être historique des *think tanks* américains**

Historiquement, les grands *think tanks* de Washington sont le produit d'une double évolution politique, caractéristique du XX<sup>e</sup> siècle américain. Leur avènement témoigne à la fois de la croyance en une approche technocratique de la gouvernance et de la montée en puissance de l'internationalisme au sein des cercles dirigeants du pays. Produits de « l'ère progressiste » du début XX<sup>e</sup> siècle, les premiers *think tanks* naissent d'une alliance entre des entrepreneurs politiques réformistes et les grands barons de l'industrie, comme Andrew Carnegie ou John D. Rockefeller<sup>7</sup>. Fondés sur un idéal positiviste d'une expertise non partisane, ces premiers instituts sont animés par la nécessité d'injecter l'objectivité des sciences sociales dans la prise de décision des dirigeants du pays. Avec le Carnegie Endowment (1910), la Brookings Institution (1916) et le CFR (1921) naît un modèle proprement américain d'expertise technocratique extérieure au gouvernement et généreusement financée par le secteur privé. L'institutionnalisation de la philanthropie à l'américaine durant cette période, par le biais de dotations importantes, permet à ces instituts de s'ancrer durablement dans le paysage intellectuel. C'est, plus généralement, un phénomène indissociable de l'émergence de l'État administratif moderne aux États-Unis et de sa nouvelle classe de bureaucrates installés dans la capitale<sup>8</sup>.

En matière de politique étrangère, le positionnement des premiers grands centres de réflexion privés est loin d'être neutre. Cette vision du gouvernement des experts est intimement liée à l'avènement de l'internationalisme en relations internationales, qui estime que le XX<sup>e</sup> siècle appelle les États-Unis à jouer un rôle à la mesure de leur puissance

---

7. R. Haass, « Think Tanks and U.S. Foreign Policy », *op. cit.*

8. Voir : D. Abelson, *Do Think Tanks Matter? Assessing the Impact of Public Policy Institute*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2009 ; D. T. Rodgers, *Atlantic Crossings: Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2000.

nouvellement acquise, au service de la démocratie libérale<sup>9</sup>. Ces instituts, qui assument leur caractère élitiste, s'inscrivent en faux par rapport à la tradition de non-engagement du pays sur le continent eurasiatique, en vigueur depuis George Washington. Au moment de la signature du traité de Versailles, la Carnegie et le CFR viennent notamment en aide à la vision du président Woodrow Wilson, héraut de l'internationalisme aux États-Unis. L'historien Stephen Wertheim a également montré combien le CFR a joué un rôle essentiel durant la Seconde Guerre mondiale en agissant *de facto* comme un second Département d'État pour le président Franklin D. Roosevelt<sup>10</sup>. Ses experts ont ainsi été aux avant-postes de la bascule de l'isolationnisme vers la nouvelle doctrine américaine, celle qui domine jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle : un internationalisme doublé de l'hyperpuissance militaire.

Après 1945, les *think tanks* jouent un rôle important dans la consolidation de ce nouveau consensus en participant activement à l'élaboration du « National Security State », terme qui désigne tout l'appareil étatique destiné à entretenir la prédominance américaine dans un contexte de guerre froide. C'est donc dans ces décennies d'après-guerre qu'apparaît la deuxième vague de grands *think tanks* consacrés aux questions internationales et stratégiques, financés cette fois-ci par les agences fédérales ou les grandes industries de l'armement, devenues extrêmement puissantes : la RAND (1948), le Hudson Institute (1961), le CSIS (1962)<sup>11</sup>. Si la création de la très républicaine Heritage Foundation en 1979 remet en question le modèle du *think tank* non partisan sur les questions de politique intérieure, la politique étrangère demeure un domaine où l'idéal technocratique perdure et où les *think tanks* se présentent comme des piliers de la doctrine issue de la Seconde Guerre mondiale<sup>12</sup>. Jusque dans les années 2010, la projection de la puissance américaine au service d'un ordre international régi par des règles fait donc consensus dans les usines à idées de Washington, quelles que soient les orientations politiques des instituts. À certains désaccords près, l'attachement aux alliances en Europe et en Asie, le renforcement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), un soutien fort à Israël, la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, et la guerre contre le terrorisme constituent des invariants pour l'*intelligentsia* qui peuple l'appareil stratégique américain.

---

9. Vision résumée dans : H. Luce, « The American Century », *Life Magazine*, février 1941.

10. S. Wertheim, *Tomorrow, the World: The Birth of U.S. Global Supremacy*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2020.

11. D. Abelson, « The Rise or Demise of American Think Tanks? » in D. Abelson et C. Rastrick (dir.), *Handbook on Think Tanks in Public Policy*, op. cit.

12. L. Edwards, *The Power of Ideas: The Heritage Foundation at 25 Years*, Chicago, Jameson Books Eds, 1997.

## La période Obama-Trump-Biden : le « blob » fait de la résistance

Il serait toutefois erroné d'attribuer la remise en question de cette expertise technocratique issue du XX<sup>e</sup> siècle à la seule mouvance MAGA. Les années précédant l'émergence de Donald Trump ont en effet vu le rôle des *think tanks*, et leur emprise sur la politique étrangère, de plus en plus remis en question, sans pour autant être écartés par les administrations successives. La caution, plutôt homogène, apportée par la classe experte à la guerre en Irak au début des années 2000 nourrit particulièrement les procès en conformisme, voire en corruption, adressés à ce milieu au cours des années 2010<sup>13</sup>.

Déjà, à la fin de la présidence Obama, les conseillers de celui qui nourrissait l'ambition de revenir sur certains fondamentaux de la politique étrangère américaine n'hésitaient pas à exprimer leur frustration face à un *establishment* hostile aux initiatives présidentielles, en particulier sur la question du nucléaire iranien. Élu sur une opposition à la guerre en Irak, Barack Obama souhaitait insuffler une nouvelle direction, plus modeste, à la politique étrangère américaine, actant le tournant vers l'Asie (« pivot ») et un désengagement durable du Moyen-Orient. Ben Rhodes, conseiller et plume du président démocrate, a notamment fait mouche en qualifiant le milieu des *think tanks* de « blob », référence à un film d'horreur des années 1980 mettant en scène une substance extraterrestre qui absorbe et broie toute vie sur son passage<sup>14</sup>. Cette frustration face à l'inertie de l'élite washingtonienne et de sa classe d'experts devient alors un thème récurrent chez certains commentateurs démocrates<sup>15</sup>. Depuis, les termes de « blob » et de « blobagande » sont entrés dans le vocabulaire courant pour évoquer le conformisme intellectuel et sociologique du milieu stratégique de la capitale<sup>16</sup>.

Lors de la première administration Trump, la méfiance face à cet *establishment* défenseur du *statu quo* atteint un tout autre niveau. Si la vision *America First* est partagée par une poignée de fidèles comme Steve Bannon, Robert Lighthizer, Peter Navarro ou Jared Kushner qui cherchent à mettre en œuvre l'agenda de rupture du milliardaire, le « blob »

---

13. Le journaliste Bob Woodward avait révélé le rôle direct de l'American Enterprise Institute dans la justification de la guerre en Irak : B. Woodward, *State of Denial: Bush at War*, New York, Simon and Schuster, 2006. Voir aussi : G. Healy, « Think Tanks and the Iraq War », Cato Institute, 8 juin 2015, disponible sur : [www.cato.org](http://www.cato.org).

14. D. Samuels, « The Aspiring Novelist Who Became Obama's Foreign-Policy Guru », *New York Times*, 5 mai 2016.

15. Voir l'introduction de : C. Kupchan, *Isolationism: A History of America's Efforts to Shield Itself from the World*, Oxford, Oxford University Press, 2020.

16. M. Schwartz, « I Spent 5 Years Inside DC's Foreign Policy "Blob". Here's Why the Experts Keep Getting Us into unwinnable Wars Like Afghanistan », *Business Insider*, 12 septembre 2021, disponible sur : [www.businessinsider.com](http://www.businessinsider.com) ; R. Wright, « Toward a Unified Theory of Blobdom », *Responsible Statecraft*, 13 octobre 2021, disponible sur : <https://responsiblestatecraft.org>.

se montre particulièrement résilient dans sa défense des piliers de la politique étrangère américaine. Malgré le « risque existentiel » que certains identifient pour le milieu des *think tanks* au début du mandat<sup>17</sup>, leur présence continue à des postes techniques au sein de l'administration a été un facteur de continuité sur un certain nombre de dossiers importants<sup>18</sup>. Loin d'alimenter le narratif complotiste contre le *Deep State*, cette résistance opposée de l'intérieur par le milieu stratégique washingtonien est ouvertement revendiquée par certaines de ses figures clés, à l'instar du politiste Hal Brands, chercheur reconnu à l'American Enterprise Institute. Inversant le stigmate et appelant à un retour en force du « blob », auquel il se dit fièrement appartenir, il écrit alors : « Penser en dehors des cadres habituels peut être parfois utile [...], mais les cadres sont souvent là pour une raison<sup>19</sup>. »

Le mandat de Joe Biden et le début de la guerre en Ukraine paraissent même offrir un nouveau souffle aux centres de réflexion, ainsi qu'à la ligne internationaliste qu'ils incarnent<sup>20</sup>. Semblant pour un temps clore la parenthèse trumpiste, l'administration Biden puise certains de ses principaux architectes de la politique étrangère et économique dans le sérail des *think tanks* les plus prestigieux de Washington : William Burns (président de la Carnegie), Jake Sullivan (Carnegie), Avril Haines (Center for a New American Security, CNAS), Janet Yellen (Brookings). De nombreux observateurs, comme le journaliste Jacob Heilbrunn, parlent alors d'une « résurrection », voire d'une « revanche » du « blob » et de sa promesse d'une expertise sûre, contre l'iconoclasme trumpiste<sup>21</sup>. Les médias notent qu'au moment du déclenchement de la guerre d'agression russe, l'administration Biden mène des appels hebdomadaires avec des *think tanks* éminents tels que la Brookings, l'Atlantic Council ou le German Marshall Fund. Cette période marque également l'influence retrouvée de certaines figures de la vieille garde atlantiste comme John Herbst et Alexander Vershbow (tous deux à l'Atlantic Council).

Conscients de la crise qui les affecte, les grands *think tanks* cherchent même durant cette période à générer des cadres de pensée nouveaux pour réconcilier la population américaine avec une politique internationaliste adaptée au XXI<sup>e</sup> siècle. Ainsi la notion programmatique de « politique étrangère pour les classes moyennes », imaginée par Jake Sullivan au sein de

17. C'était la crainte exprimée par le journaliste Josh Rogin : J. Rogin, « Trump Could Cause the “Death of Think Tanks as We Know Them” », *Washington Post*, 15 janvier 2017.

18. Voir notamment E. J. Fagan, *The Thinkers: The Rise of Partisan Think Tanks and the Polarization of American Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2024.

19. H. Brands, P. Feaver et W. Inboden, « In Defense of the Blob », *Foreign Affairs*, 29 avril 2020, disponible sur : [www.foreignaffairs.com](http://www.foreignaffairs.com).

20. Voir A. Ward, *The Internationalists: The Fight to Restore American Foreign Policy After Trump*, New York, Portfolio/Penguin Random House, 2024.

21. J. Heilbrunn, « How the War in Ukraine is Reviving the Blob », *Politico*, 6 juin 2022, disponible sur : [www.politico.com](http://www.politico.com) ; A. Ward, « The Revenge of the Blob », *Vox*, 8 décembre 2020.

la Carnegie, est-elle un pur produit de l'*establishment* intellectuel washingtonien cherchant à s'adapter à la donne politique du pays<sup>22</sup>. Après avoir théorisé la guerre contre le terrorisme, les centres de réflexion se tournent également vers le retour des rivalités entre grandes puissances (*great power competition*) et en particulier vers la menace croissante que représente la Chine. C'est durant le mandat de Joe Biden que certains *think tanks* ravivent même le concept d'un « axe du mal », cette fois constitué par le quatuor Chine–Russie–Iran–Corée du Nord. Postulant l'interconnexion des théâtres, le concept permet notamment de justifier le maintien d'une empreinte militaire américaine sur l'ensemble du continent eurasiatique et une augmentation considérable des moyens de la défense<sup>23</sup>. On trouve ainsi la notion d'*axis of upheaval*, porté par la politiste Andrea Kendall-Taylor du CNAS, à la fois chez des démocrates et des républicains au cours des années 2023-2024<sup>24</sup>. Le retour en force du réseau d'institutions pro-israéliennes et extrêmement hostiles à l'Iran – notamment au sein du Washington Institute for Near East Policy (WINEP) et de la Foundation for Defense of Democracies – au lendemain du 7 octobre entretient également cette résurgence de certains fondamentaux néoconservateurs, avant que la victoire de Donald Trump ne vienne tout bousculer.

---

22. J. Sullivan *et al.*, « Making U.S. Foreign Policy Work Better for the Middle Class », Carnegie Endowment for International Peace, septembre 2020.

23. H. Brands, « An Alliance of America's Greatest Foes is Getting Tighter », Bloomberg, 8 novembre 2024.

24. A. Kendall-Taylor et R. Fontaine, « The Axis of Upheaval », *Foreign Affairs*, mai/juin 2024.

# L'effet *America First* ou la consécration d'un écosystème alternatif

## L'émergence de l'écosystème *America First*

Cette apparente restauration des grands *think tanks* et d'une doctrine de réengagement stratégique pendant l'ère Biden masque en réalité une évolution très importante : l'émergence d'un écosystème alternatif attaché à la vision *America First* et visant à lui donner une armature intellectuelle afin d'en faire la nouvelle doctrine stratégique du pays. Estimant que la première administration avait été minée de l'intérieur par une classe de bureaucrates récalcitrants appartenant au *Deep State*, remplacer l'élite par une nouvelle génération de cadres loyaux devient une priorité absolue pour les stratèges du mouvement MAGA.

L'usage de *think tanks* a été l'une des principales armes institutionnelles déployée par la nouvelle droite américaine pendant la période allant de l'assaut sur le Capitole en 2021 à la victoire en novembre 2024. Ces années d'interrègne ont ainsi vu la consolidation d'un milieu « national-conservateur », analysé par l'historienne Maya Kandel, structuré autour d'instituts, de forums et de publications diverses<sup>25</sup>. Si, comme le souligne Maya Kandel, la ligne *America First* en politique étrangère peut sembler assez vague, allant des partisans de la notion plus reaganienne de « paix par la force » (*peace through strength*) à un agenda de retranchement total, ses défenseurs s'accordent sur un rejet de l'ordre libéral international issu du xx<sup>e</sup> siècle.

Incontournable, la Heritage Foundation se positionne dès 2021 comme une institution clé de cette contre-expertise MAGA. Fortement associée au reaganisme des années 1980, la Heritage accomplit pleinement son tournant trumpien et nationaliste sous la présidence de l'historien louisianais Kevin Roberts. Sur la politique étrangère, ce dernier pousse son institut dans une direction plus révisionniste, beaucoup plus soucieuse de son articulation avec les impératifs intérieurs. Suivant la typologie des tribus de pensée au sein du champ républicain établie par Majda Ruge du European Council on Foreign Relations, la Heritage bascule d'un bastion de

---

25. M. Kandel, « Le national-conservatisme, quelle politique étrangère pour la “nouvelle droite” américaine ? », *Potomac Papers*, n° 47, Ifri, mars 2023.

la « primauté » à une défense de la « priorisation », avec l'idée de placer par-dessus tout la confrontation avec la Chine<sup>26</sup>. Elle s'associe de plus en plus à la ligne d'Elbridge Colby, ancien sous-directeur au sein du Département de la Défense lors de la première administration Trump, qui devient l'incarnation de cette ligne au sein de la sphère républicaine. Celui-ci parvient à s'imposer, par une rhétorique populiste diffusée à longueur de journée sur X et son petit organisme, la Marathon Initiative, comme le principal pourfendeur du « blob » washingtonien. Au nom d'un réalisme lucide sur les moyens capacitaires des États-Unis, il se fait le chantre d'une réorientation totale des ressources vers la concurrence existentielle avec la Chine, au prix de certains totems traditionnels de la politique étrangère républicaine comme l'implication dans l'OTAN, le soutien inconditionnel à Israël ou l'opposition à tout accord avec l'Iran.

Mais si elle a monopolisé l'attention à l'étranger, la Heritage Foundation s'inscrit en réalité dans un archipel bien plus vaste d'organismes, dont elle a seulement été l'une des clés de voûte. Ainsi, le fameux *Project 2025*, tant commenté par les médias, était-il davantage l'expression de cette nébuleuse en formation que le produit d'une seule institution. On retrouve dans ses contributeurs tout un ensemble de petites structures qualifiées de *think tanks* qui ont émergé ou gagné en visibilité depuis 2021, portées par quelques entrepreneurs politiques fidèles à Donald Trump et souvent associés à son premier mandat<sup>27</sup>.

Ces instituts n'ont presque plus rien à voir avec les centres de réflexion de la Massachusetts Avenue, bien qu'ils partagent le même statut juridique d'organisations à but non lucratif. Peu transparents sur leurs sources de financement, ils ne brillent pas non plus par la qualité de leur recherche et certainement pas par leur ouverture au débat, leur capital politique provenant avant tout de leur proximité avec Donald Trump. On citera par exemple le Center for Renewing America, fondé par Russell Vought, centré sur la réforme de la branche exécutive du pays ; America First Legal de Stephen Miller, concentré sur l'immigration ; American Compass du juriste Oren Cass qui théorise une politique économique populiste et protectionniste ; ou encore American Moment de Saurabh Sharma, visant à former une nouvelle cohorte de jeunes acquis au trumpisme.

Dans cette nébuleuse, le rôle du Claremont Institute, bastion historique de la pensée du philosophe conservateur Leo Strauss sur la côte ouest n'est pas à minimiser. Longtemps une institution très élitiste, le Claremont est devenu un acteur clé dans l'orientation de ce nouvel espace politique conservateur vers le nationalisme et la lutte contre l'« État

26. M. Ruge et J. Shapiro, « Polarised Power: The Three Republican “Tribes” That Could Define America’s Relationship with the World », ECFR, 17 novembre 2022, disponible sur : <https://ecfr.eu>.

27. Voir « Mandate for Leadership. The Conservative Promise », The Heritage Foundation, 2023.

profond<sup>28</sup> ». À travers un système de bourses destinées à soutenir des jeunes talents conservateurs, sa participation à la conférence NatCon organisée depuis 2019 et l'ouverture d'un centre à Washington, l'institut reste un acteur clé de la galaxie conservatrice.

Souvent présenté en rivale de la coalition autour de *Project 2025* pendant la période électorale, l'America First Policy Institute (AFPI) est l'un des exemples les plus aboutis de cette nouvelle forme de structures créées *ad hoc* pour promouvoir le projet politique trumpiste. Fondée par des anciens membres de la première administration – en particulier la conseillère Brooke Rollins et l'entrepreneuse du catch Linda McMahon – l'institution ne peut être plus différente des grands instituts du « blob », revendiquant de manière presque caricaturale sa loyauté au chef du mouvement MAGA. Concernant la politique étrangère, son manifeste, *An America First Approach to U.S. National Security*, dénonce explicitement « l'hégémonie d'un parti unique » composé de démocrates et de républicains, et affirme vouloir défendre les seuls intérêts du peuple américain, aussi vague que puissent être certaines de ses propositions<sup>29</sup>.

Soudain conscients de l'existence de cette nébuleuse affiliée au camp MAGA, la presse, les chancelleries et la communauté internationale ont consacré l'année et demie avant l'élection à éplucher fébrilement les productions de ces différentes structures et à solliciter des entretiens avec leurs *fellows*, anticipant qu'ils seraient sans doute des contacts clés en cas de victoire de Donald Trump.

## Un pari gagnant : l'écosystème alternatif au cœur de l'appareil étatique

Plusieurs mois après l'investiture de Donald Trump en janvier 2025, force est de constater que ces structures nouvelles ont été largement gagnantes dans le jeu des nominations au lendemain de l'élection de novembre. « Nous vivons désormais dans le Washington de Trump », titrait un article du média Politico peu après l'investiture, décrivant la victoire de ces nouveaux organismes sur les anciens *think tanks*<sup>30</sup>. Contrairement à la première administration, qui a vu le président contraint de piocher au sein de l'*establishment* pour pourvoir certains postes clés, ce cycle de nominations consacre clairement l'émergence de cette « contre-élite » MAGA, incubée pendant quatre ans au sein de ces multiples organismes.

28. L. K. Fields, « What the Hell Happened to the Claremont Institute? », The Bulwark, 13 juillet 2021.

29. K. Kellogg *et al.*, « An America First Approach to U.S. National Security », America First Press, 2024.

30. M. Messerly, « An Army of MAGA Think Tanks Behind Him, it's Trump's Washington Now », Politico, 17 février 2025.

Numériquement, l'AFPI a clairement remporté la mise en raflant une dizaine de nominations à des postes ministériels ou à la tête d'agences très puissantes. On peut notamment citer les exemples de John Ratcliffe (directeur de la Central Intelligence Agency, CIA), Pam Bondi (procureure générale), Linda McMahon (secrétaire à l'Éducation), Brooke Rollins (secrétaire à l'Agriculture) et Keith Kellogg (envoyé spécial pour la paix en Ukraine). Bien que moins directement influent sur les questions de politique étrangère, le réseau de *Project 2025* s'est également installé à des postes clés : Tom Homan aux frontières, Russell Vought à la tête du Bureau de la gestion et du budget, Kara Frederick à la Maison-Blanche, ou encore Brendan Carr à la tête de la Federal Commission on Communications. Après le 5 novembre, la Heritage Foundation a quant à elle placardé sur l'un des murs de son édifice la fameuse photo de Donald Trump brandissant son poing après avoir échappé à une tentative d'assassinat. L'affiche est accompagnée d'un « *Congratulations Mr. President* », afin de ne laisser aucun doute – s'il en restait – sur l'affiliation de l'institut (cf. illustration de couverture). Le message est clair : le pari gagné de Donald Trump est également celui de la Heritage Foundation et de son président Kevin Roberts, qui a misé sur un alignement complet avec les positions du milliardaire. Forte de son budget de plus de 40 millions de dollars par an, elle est aujourd'hui le *think tank* conservateur le plus influent aux États-Unis.

Jusqu'au bout, les commentateurs plus établis nourrissaient l'espoir que Donald Trump s'entourerait de quelques figures consensuelles, au nom de leur compétence technique. Malgré leurs tentatives très visibles de rapprochement avec le camp Trump pendant la campagne, les *think tanks* néo-conservateurs plus traditionnels comme l'American Enterprise Institute, le Hudson Institute et l'Atlantic Council, se sont retrouvés marginalisés par une administration pourtant républicaine. La nomination de Mike Waltz au poste de conseiller à la sécurité nationale a offert un soulagement initial à certains des organismes tenants d'une ligne interventionniste. Pendant les premiers mois de l'administration, le bureau du conseiller faisait figure de rare canal pour le Hudson Institute ou l'Atlantic Council qui souhaitaient faire valoir certaines de leurs analyses pro-ukrainiennes. Le limogeage de Waltz et de son adjoint Alex Wong, à la faveur du « Signalgate » et de pressions venant de la base isolationniste du président, n'en a donc été que plus douloureux pour l'*establishment* washingtonien. À noter également que des chercheurs néo-conservateurs, longtemps annoncés comme de futures recrues de l'administration comme Matthew Kroenig (Atlantic Council), Rebecca Heinrichs (Hudson) ou Victoria Coates (Heritage) restent jusqu'à présent sur le banc de touche.

La séquence récente autour des frappes en Iran montre toutefois que le milieu néo-conservateur n'est pas complètement dénué d'influence dans la sphère publique. Peu présent au sein de l'administration, il peut néanmoins s'appuyer sur ses relais au sein de l'écosystème médiatique, via Fox News et la *National Review* par exemple, ou au Congrès, où un certain nombre d'élus

républicains se montrent encore réceptifs aux arguments de centres comme le Hudson Institute ou la Foundation for Defense of Democracies. Dans la catégorie des *think tanks* républicains traditionnels, le Manhattan Institute fait également figure d'exception intéressante. Institut new-yorkais spécialisé dans l'étude des politiques économiques et urbaines, d'obédience conservatrice voire libertarienne, il bénéficie aujourd'hui de certaines entrées dans l'administration par le biais de Scott Bessent, le secrétaire du Trésor, et Stephen Miran, le conseiller économique de la Maison-Blanche.

Sur les postes liés à la politique étrangère et la défense, ce sont finalement les figures promouvant une politique étrangère en repli (les *restrainers*) ou faisant de la défense contre la Chine une priorité (les *prioritizers*) comme Elbridge Colby qui ont été récompensées. En tant que sous-secrétaire à la Défense chargé des questions politiques, ce dernier donne à ses idées un poids inédit au sein du Pentagone. À l'aide de son proche associé, Alex Velez-Green (de la Heritage), ancien conseiller du sénateur républicain Josh Hawley, il cherche à mener une purge au sein du personnel politico-militaire afin d'asseoir ses idées révisionnistes. La nomination de Michael Anton, du Claremont Institute, à la tête du puissant Policy Planning Staff au Département d'Etat est également significative de cette bascule vers les défenseurs du retrait stratégique américain et d'une politique étrangère teintée d'idéologie MAGA. American Compass, proche de J. D. Vance et Marco Rubio, se voit également représenté au sein du Département d'Etat, et sa vision protectionniste est aujourd'hui réalisée par le biais des politiques tarifaires de Trump. L'institut, dirigé par l'économiste Oren Cass, a récemment organisé un grand gala à Washington fêtant ses cinq ans d'existence et marquant la victoire de ses idées dans le débat public<sup>31</sup>. Comme le révèle cependant le débat autour de l'intervention américaine en Iran de juin 2025, d'importants désaccords demeurent. Si les partisans du changement de régime n'ont jamais été aussi peu audibles au sein de la coalition républicaine, de nombreuses figures associées au trumpisme restent marquées par un fort tropisme pro-israélien. Ces importantes divergences stratégiques au sein de la coalition MAGA apparaissent désormais au grand jour.

À l'instar des médias MAGA, longtemps marginaux, comme Breitbart ou NewsMax, qui tiennent désormais le haut du pavé et bénéficient de tous les accès, ces instituts alternatifs capitalisent aujourd'hui sur leur proximité avec le gouvernement le plus puissant du monde. Aux yeux des milieux d'affaires, des lobbys et des gouvernements étrangers souhaitant transmettre des messages à l'administration, ils représentent des interlocuteurs aussi – voire plus – intéressants que les grands *think tanks* établis. Ne se satisfaisant pas de cette victoire, ils affichent d'ores et déjà leur ambition d'inscrire la doctrine MAGA dans la longue durée. Après avoir renouvelé son équipe

31. I. Ward, « Conservative Economic Populists Are Taking a Victory Lap », Politico, 6 mars 2025.

dirigeante, l'America First Policy Institute a annoncé travailler sur un plan pour assurer une pérennité au trumpisme sur les « cent prochaines années<sup>32</sup> ». La Heritage Foundation poursuit également l'institutionnalisation du trumpisme, en acquérant par exemple le Abraham Accords Institute, fondé par le gendre du président, Jared Kushner, et l'ancien ambassadeur américain en Israël, David Friedman.

Quant aux experts de l'écosystème MAGA n'ayant pas intégré l'administration, ils s'appuient sur leurs *think tanks* pour occuper l'espace médiatique et justifier certaines des mesures les plus polémiques de l'administration. C'est le cas, par exemple, d'Oren Cass de l'American Compass, devenu le défenseur inébranlable de la politique tarifaire du président auprès de tous les médias américains. On peut également citer le cas de l'historien Sumantra Maitra du Center for Renewing America, qui s'était distingué en 2024 pour avoir développé le concept d'« OTAN endormie » (*dormant NATO*) afin de légitimer le projet de retrait américain de l'Alliance, et cherche actuellement à transformer l'obsession trumpienne pour le Groenland en projet viable<sup>33</sup>.

## La montée en puissance d'une mouvance *restrainer* bipartisane

Au-delà du seul camp MAGA, les dernières années ont plus généralement vu l'offre des idées sur les questions stratégiques se diversifier à Washington, avec la montée en visibilité d'organismes bipartisans ou progressistes faisant la promotion d'une politique non interventionniste. Comme le souligne le politiste Inderjeet Pamar, le rôle de l'argent des frères Koch – philanthropes à tendance libertarienne et opposés à l'interventionnisme américain – a été déterminant<sup>34</sup>. Il y a encore cinq ans, le Cato Institute, historiquement financé par la famille Koch, faisait figure d'unique grand institut washingtonien militant pour une réduction de l'empreinte militaire américaine dans le monde. Justin Logan y est aujourd'hui la voix *restrainer* la plus audible, bénéficiant d'une visibilité inédite<sup>35</sup>.

Depuis, on a assisté à une série de créations institutionnelles, dont celle du Quincy Institute for Responsible Statecraft, produit d'une alliance étonnante entre les frères Koch et la Fondation de George Soros, pourtant progressiste, autour de la nécessité de repenser la politique étrangère américaine. L'institut offre depuis 2019 un refuge pour les figures révisionnistes de gauche (Trita Parsi) et de droite (Andrew Bacevich).

32. T. Axelrod et M. Allen, « America First Policy Institute's "100 Year Plan" for Trumpism », *Axios*, 13 mars 2025.

33. S. Maitra, « The Best NATO Is a Dormant NATO », *Foreign Affairs*, 4 novembre 2024.

34. I. Pamar, « American Foundations, Think Tanks, and the Liberal International Order », in D. Abelson et C. Rastrick (dir.), *Handbook on Think Tanks in Public Policy*, *op. cit.*

35. J. Logan et J. Shiffrinson, « A Post-American Europe », *Foreign Affairs*, 9 août 2024.

Le Quincy mène également une lutte contre la soi-disant hégémonie des *think tanks* traditionnels, par le biais de son Centre pour la démocratisation de la politique étrangère, dirigé par Ben Freeman, dénonçant les liens incestueux entre industries de défense et centres de recherche<sup>36</sup>. Dans la même veine, on peut citer Defense Priorities, un petit *think tank* anti-interventionniste qui bénéficie aujourd'hui de certains liens avec l'équipe de Pete Hegseth au Pentagone, notamment par le biais du chercheur Michael DiMino<sup>37</sup>.

Les événements extérieurs ont joué un rôle important de révélateur et parfois de radicalisation dans l'émergence de cette sphère anti-interventionniste. Si la multiplication des conflits a ressuscité la notion néo-conservatrice d'« axe du mal », elle a également précipité certains chercheurs vers le camp *restrainer*. Par exemple, le Stimson Center, généralement classé à gauche, accueille en 2022 une équipe de chercheurs qui se sont séparés de l'Atlantic Council à cause de leur opposition au soutien inconditionnel de Washington à Kiev<sup>38</sup>. L'équipe de ce programme nommé Reimagining US Grand Strategy, également financé par la Fondation Koch et composé entre autres d'Emma Ashford et Christopher Preble, est depuis montée en visibilité. Au sein du Carnegie Endowment, on note également que le Program for American Statecraft, où travaillent Chris Chivvis et Stephen Wertheim, dénonce de manière de plus en plus virulente la surextension des capacités américaines<sup>39</sup>. Ainsi, lors du sommet de l'OTAN à Washington à l'été 2024, a-t-on vu cette coalition de *think tankers* de droite et de gauche se cristalliser en signant une tribune s'opposant à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN<sup>40</sup>.

À gauche, la guerre à Gaza a été un moment catalyseur crucial, offrant de la visibilité à des voix hostiles au soutien à Israël, dans un *establishment* qui a toujours affiché sa proximité avec Tel-Aviv. Dénonçant l'hypocrisie d'une administration Biden solidaire des Ukrainiens mais aveugle aux violences à Gaza, le Center for International Policy dirigé par la militante égyptienne des droits de l'homme, Nancy Okail, et qui compte dans ses rangs l'ancien conseiller de Bernie Sander, Matt Duss, s'illustre particulièrement dans ce débat<sup>41</sup>. Au Quincy Institute, c'est Trita Parsi, l'un des défenseurs les plus visibles d'une détente avec Téhéran, qui mène l'offensive contre la politique israélienne des États-Unis. À noter également

---

36. B. Freeman et N. Cleveland-Stout, « Big Ideas and Big Money: Think Tank Funding in America », Quincy Institute, janvier 2025.

37. E. Lake, « The Fight to Define “America First” Foreign Policy », The Free Press, 26 janvier 2025.

38. H. Fuchs et B. Woodruff Swan, « Atlantic Council Cuts Ties to Koch-funded Foreign Policy Initiative », Politico, 27 juillet 2022.

39. S. Wertheim, « America Isn't Leading the World », *The New York Times*, 11 juin 2024.

40. A. Moeni, « At NATO's Summit, the Alliance Should Not Move Ukraine Toward Membership », The Institute for Peace & Diplomacy, 4 juillet 2024, disponible sur : <https://peacediplomacy.org>.

41. D. Klion, « Who Is Matt Duss, and Can He Take on Washington's “Blob”? », *The Nation*, 6 février, 2019.

qu'à l'été 2024, le Quincy recueille Anelle Sheline, l'une des principales figures démissionnaires de l'administration Biden, en opposition à la politique des démocrates à Gaza.

Si peu de chercheurs issus de ces organismes anti-interventionnistes ont pour l'instant rejoint les rangs de l'administration, ils accompagnent généralement d'un regard bienveillant certaines des orientations adoptées par Donald Trump sur la scène internationale. On a notamment pu voir des experts plutôt associés à la gauche comme Matt Duss ou Stephen Wertheim exprimer ouvertement leur soutien à des nominations de républicains révisionnistes comme Elbridge Colby. Signe de la fluidité idéologique qui règne aujourd'hui à Washington sur certains sujets, on a pu voir des chercheurs associés à la gauche comme Wertheim, Parsi, Duss, Ashford se ranger très ouvertement du côté de Tucker Carlson, Steve Bannon ou Curt Mills sur la question de l'intervention américaine en Iran aux côtés d'Israël au début de l'été 2025.

# Le modèle du *think tank* non partisan à bout de souffle

## Les *think tanks* établis ciblés par l'administration Trump

L'ambiance était indéniablement morose sur la Massachusetts Avenue au lendemain du 5 novembre 2024. Outre le choc politique et psychologique qu'a provoqué le retour au pouvoir du trumpisme au sein de la classe des experts établis à Washington, une véritable atmosphère de crise s'est installée dans ces instituts, dont un grand nombre de chercheurs étaient promis à des postes dans l'administration Harris. Et il n'aura pas fallu longtemps pour qu'ils ressentent, eux aussi, les effets du maelstrom du Department of Government Efficiency (DOGE) et l'assaut plus général de la nouvelle administration contre l'élite washingtonienne. Au même titre que toutes les institutions appartenant au *Deep State* élargi tel qu'il est conceptualisé par l'idéologie MAGA – les organisations non gouvernementales, les médias, les universités – les grands *think tanks* n'échappent pas au *Kulturkampf* mené par la nouvelle administration<sup>42</sup>.

Le gel de subventions fédérales pour la société civile affecte directement certaines institutions historiques de l'internationalisme en politique étrangère. Le United States Institute of Peace (USIP) et le Woodrow Wilson International Center for Scholars – ainsi que son fameux centre Kennan consacré à l'étude de la Russie –, deux grandes institutions financées par le Congrès, sont déjà tombés sous les coups du DOGE et ont dû fermer leurs portes, dans des conditions parfois spectaculaires. Les médias ont abondamment rapporté le raid mené par le DOGE dans les locaux de l'USIP, entré par effraction avec l'aide d'une entreprise de sécurité privée pour en déloger le personnel.

Sans pour autant être menacés de fermeture, certains grands centres comme le CSIS, l'Atlantic Council ou la Brookings se voient également affectés par ces coupes. Certains programmes spécifiques – comme le centre Europe du CSIS – ont vu leurs contrats avec les Départements d'État et de la Défense révoqués, provoquant l'interruption de projets de recherche. Par ailleurs, ces coupes affectent certaines thématiques de manière disproportionnée, soulignant la dimension politique de ces

---

42. Pour une formulation « maximaliste » de la conception MAGA du *Deep State*, voir : K. Patel, *Government Gangsters: The Deep State, the Truth, and the Battle for our Democracy*, New York, Post Hill Press, 2024.

mesures, dont chacun aura compris qu'elles ne visent pas simplement à favoriser « l'efficacité » du gouvernement. Tout projet soupçonné d'inclure le moindre lien avec les politiques de « Diversité, équité et inclusion » (DEI) se trouve par exemple suspendu. De la même manière, le domaine de la lutte contre la désinformation, hautement politisé, a fait l'objet d'une réelle campagne de désinvestissement de l'État, obligeant de nombreux centres essentiels comme le Digital Forensic Lab de l'Atlantic Council à licencier certains de leurs meilleurs chercheurs. Les recherches sur le climat et le développement sont elles aussi affectées. Ce contexte plonge certains organismes dans une période d'austérité, marquée par une recherche tous azimuts de nouveaux financements. On peut d'ores et déjà anticiper que l'un des effets pervers de ce moment sera une augmentation des tentatives d'ingérence étrangère, avec un accroissement relatif du financement provenant de pays tiers souhaitant influencer le débat à Washington.

## Le modèle du *think tank* non partisan pris au piège

Plus menaçante à long terme pour le milieu des *think tanks* établis, qui peuvent pour la plupart compter sur l'appui des donateurs privés pour survivre, est leur marginalisation quasi totale de l'appareil administratif. De nombreux *think tanks* habitués à pourvoir les administrations successives en personnel technique se trouvent aujourd'hui dans une situation inédite où ils se voient coupés de leur influence, face à la concurrence de tout un écosystème de *think tanks* plus partisans et d'entreprises du numérique comme Palantir ou Anduril, qui remplissent les rangs de l'administration. Faute d'un accès aussi direct à l'administration que par le passé, ces grands *think tanks* craignent aujourd'hui de se trouver démonétisés aux yeux des donateurs et de leurs partenaires.

De nombreuses institutions non partisans font désormais face à un important dilemme stratégique. Elles se voient en effet contraintes de choisir entre maintenir une posture apolitique, alors même que les orientations de l'administration s'opposent à certaines de leurs valeurs les plus fondamentales, ou d'assumer le virage vers le camp démocrate, quitte à abandonner leur vocation historique de neutralité. Avec, en toile de fond, la mise au pas des grandes universités, ces débats sont en cours dans de nombreux instituts à travers la capitale et divisent leurs équipes. À titre d'illustration, l'Open Society Foundation de la famille Soros pousse actuellement le Carnegie Endowment à se positionner en contre-pouvoir intellectuel face à l'administration, alors que sa direction s'y refuse, consciente des risques de rétorsion et souhaitant maintenir la tradition intellectuelle de l'institution. Pour l'instant, on constate que la prudence reste de mise dans les *think tanks* les plus établis comme le CFR, le CNAS ou le CSIS, qui décident de publier sur des sujets de nature technique ou proposent des critiques plutôt constructives aux politiques de

l'administration. Bien que les condamnations fusent en privé, les écrits mis en avant traitent de la concurrence avec la Chine, des partenariats avec les pays du Golfe et évitent soigneusement les sujets tels que le climat.

Toutefois, en plaçant ces évolutions dans une perspective de plus long terme, il semblerait surtout que l'actuelle crise ne fasse qu'accentuer les fragilités inhérentes au modèle des *think tanks* non partisans et les place toujours plus à la merci de leurs mécènes. Face à ce complexe champ de mines, rendant l'équilibre entre recherche et influence plus intenable que jamais, les *think tanks* poursuivent la mue que déplorait déjà le sociologue Thomas Medvetz en 2012. Celui-ci analysait la montée en puissance de l'*advocacy model*, un type de centre de réflexion plus soucieux de promouvoir la cause de ses mécènes financiers et politiques que de nourrir le débat d'une recherche de qualité<sup>43</sup>. Rejoignant l'analyse de Medvetz, E. J. Fagan analysait plus récemment la manière dont les *think tanks* américains sont devenus à la fois symptômes et acteurs de la polarisation politique du pays<sup>44</sup>. En plus de l'assèchement des sources de revenu qui accroît leur dépendance vis-à-vis du secteur privé, l'émergence d'un champ informationnel fragmenté et marqué par la viralité oblige les instituts de recherche qui souhaitent maintenir une visibilité publique à adapter leur façon de communiquer<sup>45</sup>. Fondamentalement associés à l'idéal du « gouvernement des experts », en particulier concernant les questions de politique étrangère, les grands *think tanks* font également face à une défiance toujours plus grande du public vis-à-vis de l'expertise, décuplée par le Covid-19 et la guerre en Ukraine<sup>46</sup>.

Face à la multiplication de ces difficultés, à quoi faut-il donc s'attendre pour ce milieu stratégique dans les années à venir ? Filant la métaphore des « usines à idées », Peter Singer s'interrogeait en 2010 sur la potentielle « désindustrialisation » des *think tanks* à la faveur de grandes évolutions politiques : « l'industrie des idées doit-elle s'attendre à connaître le même sort que l'industrie manufacturière américaine ?<sup>47</sup> » Il est certain que la crise que traverse cette expertise intellectuelle, en particulier dans le domaine de la politique étrangère, atteint actuellement une forme de paroxysme dont cette dernière pourrait difficilement se remettre.

---

43. T. Medvetz, *Think Tanks in America*, *op. cit.*

44. E. J. Fagan, *The Thinkers*, *op. cit.*

45. D. Drezner, *The Ideas Industry*, *op. cit.*

46. B. Freeman, « New Poll Shows People Distrust Think Tanks Even More Than Media », *Responsible Statecraft*, 29 septembre 2022.

47. P. Singer, « Washington's Think Tanks », *op. cit.*

## Des institutions de plus en plus au service du mécénat politique

Plus qu'à une extinction des *think tanks* traitant de politique étrangère, il faut surtout s'attendre à ce que la frontière entre centres de réflexion et lobbys politiques se brouille encore davantage et que le phénomène de fragmentation et de polarisation s'accroisse, y compris sur les questions de politique étrangère. Cette évolution se fera principalement aux dépens de la qualité de la recherche et du débat.

Il est donc à prévoir que les années à venir continueront à voir la multiplication d'instituts nouveaux. Comme l'a montré l'utilisation très stratégique de *think tanks* par le camp MAGA dans la période 2021-2024 pour préparer sa reconquête du pouvoir, le système politique américain continuera à trouver un fort intérêt pour ces structures fondamentalement ambiguës, capables de se présenter comme des lieux d'expertise neutres tout en servant une cause partisane de manière plus discrète et flexible. Les entrepreneurs politiques souhaitant peser sur le débat public continueront surtout d'apprécier le manque de transparence qu'offre le statut des *think tanks* par rapport aux lobbys. La multiplication de *think tanks* partisans au niveau des États fédérés est révélatrice de cet usage de plus en plus fréquent<sup>48</sup>. Créés avec un objectif politique très clair et possédant une structure souple, ces petits instituts sont intégrés dans un écosystème composé de médias et d'organisations non gouvernementales, financés par les mêmes acteurs qui visent à imposer certaines thématiques sur le devant de la scène. Ainsi le State Policy Network, réseau de *think tanks* républicains locaux, est-il amené à croître dans les années à venir, ainsi que son équivalent démocrate, le State Priorities Partnership.

On peut également anticiper que les *think tanks* seront au cœur du réarmement politique et intellectuel des démocrates au cours des prochaines années. Plusieurs figures majeures de l'administration Biden ont d'ores et déjà rejoint des instituts de réflexion pour influencer sur la ligne du parti, à l'instar de Neera Tanden, conseillère sur la politique intérieure, qui a pris les rênes du Center for American Progress, l'un des principaux instituts de réflexion démocrates. Le Niskanen Center centriste et pro-marchés incarne actuellement la ligne plus libérale et technocratique du parti, alignée sur la vision récemment exposée, par ailleurs, par Ezra Klein et Derek Thompson dans leur ouvrage *Abundance*<sup>49</sup>. L'institut se voit aux avant-postes d'une nouvelle faction au sein du Parti démocrate appelant à mettre l'action de l'État au service d'un productivisme renouvelé et adapté aux impératifs

48. Sur l'usage de *think tanks* au niveau local, voir : A. Hertel-Fernandez, *State Capture: How Conservative Activists, Big Businesses, and Wealthy Donors Reshaped the American States, and the Nation*, Oxford, Oxford University Press, 2019.

49. E. Klein et D. Thompson, *Abundance*, Avid Reader Press/Simon & Schuster, 2025.

climatiques<sup>50</sup>. À l'inverse, le Roosevelt Institute se positionne à l'aile gauche, sur la ligne Warren-Sanders, pour continuer à porter la lutte contre les grandes entreprises qu'incarnait notamment la très médiatique présidente de la Federal Trade Commission, Lina Khan<sup>51</sup>. C'est, accessoirement, sa directrice de cabinet, Elizabeth Wilkins, qui prend la tête de cet institut. On constate que les deux lignes distinctes incarnées par ces instituts ont déjà commencé à s'affronter publiquement.

Sur la politique étrangère, il est sans doute trop tôt pour connaître la ligne qui s'imposera à gauche du spectre politique, et les organismes ou figures qui pèseront le plus sur son élaboration. Déjà cités, le Center for International Policy, le Quincy Institute et le Carnegie Endowment joueront certainement un rôle. On notera également que les *think tanks* traditionnels ont accueilli un nombre important de figures clés de la politique étrangère sous Biden : Phil Gordon, le *National Security Advisor* de Kamala Harris est devenu *fellow* à la Brookings Institution, Brett McGurk, chargé du Moyen-Orient au sein du NSC rejoint le Belfer Center tandis que Rebecca Lissner, ancienne directrice de la stratégie au NSC intègre le CFR. Quant à l'ex-conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan, il devient le premier *Kissinger Professor of the Practice of Statecraft and World Order* à la Harvard Kennedy School. Fait intéressant toutefois, Ely Ratner, ancien secrétaire adjoint à la Défense chargé de l'Indo-Pacifique a rejoint le *think tank* fondé par Elbridge Colby, la Marathon Initiative, signalant un potentiel brouillage de lignes sur les questions de politique étrangère. Le rapport de force entre ces diverses factions et tendances, incarnées par autant d'instituts différents sera déterminé au cours des prochaines années, en particulier lors des *midterms* où continuera à se jouer le débat entre les approches populistes et centristes, entre l'internationalisme et le repli.

---

50. R. Saldin et S. Teles, « The Rise of the Abundance Faction », Niskanen Center, 4 juin 2024.

51. E. Wilkins, « On Abundance: Where We Agree, Where We Disagree, and How to Move Forward », Roosevelt Institute, 26 mars 2025.

# Conclusion

Le jour de l'investiture de Donald Trump, la Heritage Foundation organisait une grande fête de visionnage dans ses locaux, ouvrant ses portes à des milliers d'électeurs républicains venus des quatre coins du pays pour célébrer leur victoire. Il était frappant de voir des individus n'appartenant pas à l'élite washingtonienne attendre plusieurs heures pour pouvoir entrer dans les locaux de cette institution, devenue une véritable marque du conservatisme américain. Une telle scène aurait été impensable au sein d'un *think tank* comme la Brookings Institution ou le CSIS. Cela illustre bien la profonde évolution du rôle de ces structures, placées depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle au cœur du système politique washingtonien. Le modèle de la Heritage Foundation, à savoir une structure fondamentalement partisane et idéologique, ayant adopté pleinement le tournant populiste de la politique et financée par des électeurs du Parti républicain, semble aujourd'hui avoir supplanté l'idéal du lieu de réflexion technocratique inauguré par le Carnegie Endowment il y a plus d'un siècle.

Sur le plan de la politique étrangère, on peut éventuellement se réjouir de la plus grande diversité intellectuelle qui existe aujourd'hui à Washington, avec des visions très différentes incarnées par des instituts et chercheurs nouveaux. Cela constitue en partie un ajustement nécessaire de l'offre des idées à une demande venant de la population américaine elle-même, dont les sondages montrent depuis longtemps qu'elle s'est lassée de l'interventionnisme hérité de la guerre froide. Toutefois, ce retour du « dissensus » s'est fait au prix d'une polarisation croissante du champ de l'expertise et d'une instrumentalisation de ces centres par le mécénat politique<sup>52</sup>. La qualité des recherches produites par ces *think tanks*, dont l'indépendance est de plus en plus remise en cause, et la richesse du débat en sont les premières victimes. De fait, l'instrumentalisation des *think tanks* par des entrepreneurs du monde politique est aujourd'hui devenue la norme, et les conditions actuelles ne laissent pas présager d'inversion de la tendance.

De plus, l'assaut simultané que mène l'administration contre les grandes institutions du supérieur signifie que les lieux de recherche en sciences politiques ou en relations internationales protégés de la politique sont de plus en plus rares dans le paysage intellectuel américain. Cela a des conséquences qui dépassent les seules frontières des États-Unis : ces grandes institutions sont reconnues à travers le monde et leurs experts

---

52. Le terme « dissensus » est utilisé tel qu'il a été théorisé par les penseurs post-marxistes Ernesto Laclau et Chantal Mouffe dans E. Laclau et C. Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*, Londres/New York, Verso, 1985.

restent très lus et écoutés. Leur affaiblissement et/ou une dégradation de la qualité de leur recherche priveront chercheurs et décideurs partout dans le monde d'une précieuse source de réflexion.

Si l'on prend encore un pas de recul, le changement qui affecte le paysage des *think tanks* témoigne plus généralement de la transformation de l'État américain tel qu'il existe depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle. Le lent crépuscule des grands *think tanks* pourrait marquer la clôture d'un cycle historique marqué par l'avènement d'un État technocratique ayant soustrait la production de l'expertise à des institutions possédant un important pouvoir prescriptif. Comme l'indique Paul Dans, l'un des principaux architectes de *Project 2025*, dans un récent entretien, cette transformation de l'État fait partie intégrante du projet de l'administration : « nous devons entreprendre une restauration de la démocratie en claquant la porte sur l'ère Progressiste », annonçait-il, avant d'expliquer : « C'est l'émergence d'une manière de penser selon laquelle une classe d'experts devait superviser la vie du reste de la population, parce que l'homme ordinaire n'avait pas le bon sens nécessaire pour diriger sa propre destinée. L'ensemble de l'édifice du gouvernement fédéral a ainsi été construit au cours des cent dernières années d'une manière fondamentalement très antidémocratique.<sup>53</sup> » Les *think tanks* ne seraient, dès lors, que les canaris dans la mine au milieu du grand bouleversement historique qui se déroule en ce moment à Washington.

---

53. M. Hirsh, « “Beyond my Wildest Dreams”: The Architect of *Project 2025* Is Ready for His Victory Lap », Politico, 16 mars 2025.

# Annexe : les principaux *think tanks* et chercheurs cités

## ***Think tanks* non partisans du « blob »**

### **Belfer Center**

- Brett McGurk

### **Brookings Institution**

- Phil Gordon

### **Center for a New American Security (CNAS)**

- Richard Fontaine, Andrea Kendall-Taylor

### **Council on Foreign Relations (CFR)**

- Rebecca Lissner

### **Carnegie Endowment for International Peace (CEIP)**

- Chris Chivvis, Stephen Wertheim (Program for American Statecraft)

### **Center for Strategic and International Studies (CSIS)**

### **RAND Corporation**

### **German Marshall Fund**

### **Washington Institute for Near East Policy (WINEP)**

## ***Think tanks* néo-conservateurs du « blob »**

### **Atlantic Council**

- Matthew Kroenig, John Herbst, Alexander Vershbow

### **Hudson Institute**

- Alex Wong (\*), Joel Rayburn (\*), Rebecca Heinrichs

### **American Enterprise Institute (AEI)**

- Hal Brands

### **Manhattan Institute**

- Stephen Miran (\*), Daniel Katz (\*)

### **Foundation for the Defense of Democracies (FDD)**

## ***Think tanks* MAGA/America First**

### **America First Policy Institute (AFPI)**

- Brooke Rollins (\*), Linda McMahon (\*), Pam Bondi (\*), John Ratcliffe (\*), Keith Kellogg (\*)

### **Heritage Foundation**

- Alex Velez-Green (\*), Tom Homan (\*), Kara Frederick (\*), Brent Sadler (\*), Victoria Coates

**Center for Renewing America**

- Russell Vought (\*), Sumantra Maitra

**America First Legal**

- Stephen Miller (\*)

**Claremont Institute**

- Michael Anton (\*)

**American Compass**

- Oren Cass, Michael Needham (\*)

**American Moment**

- Saurabh Sharma (\*)

## ***Think tanks* non interventionnistes, libertariens et/ou bipartisans**

**Cato Institute**

- Justin Logan

**Quincy Institute for Responsible Statecraft**

- Trita Parsi, Andrew Bacevich, Ben Freeman

**Stimson Center**

- Emma Ashford, Christopher Preble (Programme Reimagining US Grand Strategy)

**Defense Priorities**

- Dan Caldwell, Michael DiMino (\*), Justin Overbaugh (\*), Jennifer Kavanagh

## ***Think tank* centré sur la concurrence avec la Chine**

**Marathon Initiative**

- Elbridge Colby (\*), Ely Ratner

## ***Think tanks* progressistes**

**Center for International Policy (CIP)**

- Nancy Okail, Matt Duss

**Center for American Progress (CAP)**

- Neera Tanden

**Niskanen Center**

- Steven Teles

**Roosevelt Institute**

- Elizabeth Wilkins

(\*) = ont rejoint l'administration Trump

# La collection des *Potomac Papers*

- ▀ Blandine Chelini-Pont, « Le vote religieux dans les présidentielles américaines 2024 », n° 50, octobre 2024.
- ▀ Thierry Pouch, « *Farm Bill* 2024 : les raisons du blocage de la loi agricole aux États-Unis », n° 49, février 2024.
- ▀ Laurence Nardon, « Les *Bidenomics* : contours et critiques de la nouvelle politique économique américaine », n° 48, octobre 2023.
- ▀ Maya Kandel, « Le national-conservatisme, quelle politique étrangère pour la « nouvelle droite » américaine ? », n° 47, mars 2023.
- ▀ Antoine Pecqueur, « États-Unis : une renaissance ferroviaire? », n° 46, février 2023.
- ▀ Sylvain Gaillaud, « Washington-Téhéran : fin 2022, la réconciliation impossible ? », n° 45, novembre 2022.
- ▀ Thierry Pouch et Marine Raffray, « Entre soutien et conflits, les échanges agricoles transatlantiques depuis 1945 », n° 44, juin 2022.
- ▀ Corentin Sellin, « Trump et le Parti républicain : défaite électorale, victoire idéologique ? », n° 43, septembre 2021.
- ▀ Laurence Nardon et Siméon Rust, « États-Unis/Europe : sept enjeux du numérique », n° 42, juillet 2021.
- ▀ Soufian Alsabbagh, « Les républicains et la politique étrangère américaine après Trump. Entre néo-isolationnisme et rivalité avec la Chine », n° 41, janvier 2021.
- ▀ Laurence Nardon et Mathilde Velliet, « La guerre commerciale sino-américaine. Quel bilan à l'issue de la présidence Trump ? », n° 40, novembre 2020.
- ▀ Cynthia Ghorra-Gobin et Martine Azuelos, « Le Minnesota : comprendre les enjeux nationaux au prisme des territoires », n° 39, septembre 2020.
- ▀ Sébastien Mort, « Les médias conservateurs dans la campagne de 2020. Un soutien unanime au président ? », n° 38, décembre 2019.

Suivez l'actualité du programme États-Unis sur le site de l'Ifri :

[www.ifri.org](http://www.ifri.org)



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

[Ifri.org](http://Ifri.org)